



Surplus budgétaires et campagnes électorales Les personnes mal-logées ont assez attendu !

Véronique Laflamme,
porte-parole du FRAPRU

Le 1^{er} octobre dernier, lors des élections générales au Québec, les cartes ont été rebrassées avec l'arrivée au pouvoir de la Coalition Avenir Québec. Comme dans plusieurs autres secteurs, les intentions du gouvernement en matière de logement demeurent incertaines, voire inquiétantes. Une chose est claire, le FRAPRU n'attend pas les bras croisés.

Tout au long de la campagne, et malgré une mobilisation historique en faveur du droit au logement, le parti qui forme le nouveau gouvernement n'a pas su saisir l'urgence de la crise vécue à tous les mois par les 244 120 ménages locataires du Québec qui ont des besoins impérieux de logement. Pire, il a été le seul à ne pas prendre l'engagement de programmer la réalisation de nouveaux logements sociaux. François Legault a toutefois nommé une ministre responsable de l'habitation. Le FRAPRU espère que cela traduit l'importance qu'il accordera finalement aux dossiers logement. Le signal en sera donné si, rapidement, il va de l'avant avec l'indexation du programme AccèsLogis, attendue depuis des mois. En campagne électorale, la CAQ a pris comme seul engagement de livrer pendant le présent mandat les 12 500 logements sociaux déjà annoncés par les gouvernements antérieurs, mais pas encore réalisés. Pour y arriver, elle doit passer rapidement à l'action en rajoutant les sommes requises. Au moment d'écrire ces lignes, on ne sait pas si elles seront prévues dans la mise à jour économique et financière du 3 décembre.

Cependant, ce seul ajustement du programme AccèsLogis ne suffira pas. Afin de permettre la réalisation de logements sociaux plus rapidement, partout sur le territoire québécois, pour répondre aux besoins les plus urgents, et faciliter notamment leur développement sous forme d'achat-rénovation d'immeubles existants, il faut relancer sans attendre un plan pluriannuel et ambitieux de développement du logement social.

Avec des surplus qui se comptent en milliards de dollars et les sommes importantes promises par le fédéral dans le cadre de la *Stratégie canadienne sur le logement*, Québec n'a jamais été en aussi bonne posture pour réinvestir suffisamment, surtout s'il abandonne son projet de diminuer encore la contribution des entreprises et des particuliers aux finances publiques. Oui, un grand coup de barre est possible pour faire progresser le droit au logement au Québec !

À moins d'un an d'une campagne électorale fédérale : beaucoup reste à faire

Le décompte vers les élections générales fédérales, qui se tiendront dans moins d'un an, est déjà lancé.

Malgré les nombreuses consultations tenues par les libéraux de Justin Trudeau et l'adoption de la



Manifestation de départ de la Marche, à Ottawa, le 2 septembre 2018 (photo : Céline Magontier).

première *Stratégie canadienne sur le logement*, l'an passé, peu de chose ont changé pour les ménages locataires mal-logés.

Non seulement la majorité des sommes allouées par Ottawa pour la Stratégie ne sera dépensée qu'après les élections de 2019, mais aucune enveloppe n'y est directement réservée pour le développement du logement social. Les ménages locataires des logements sociaux déjà construits et toujours subventionnés par le fédéral, dont les HLM, n'ont, pour leur part, obtenu qu'un sursis de 10 ans. Malgré ses promesses, le gouvernement Trudeau ne s'est engagé pour l'instant à maintenir leurs subventions au loyer que jusqu'en 2028. Enfin, on attend toujours la reconnaissance formelle du droit au logement dans une loi, comme s'y sont engagés les libéraux.

Pour réaliser sa promesse « que les Canadiens de l'ensemble du pays aient accès à des logements abordables qui répondent à leurs besoins », le gouvernement fédéral doit financer adéquatement le logement social. Lui seul permet de garantir un logement de qualité convenable et véritablement abordable aux ménages à faible ou à modeste revenus, cela de façon durable.

À Ottawa, comme à Québec, ce n'est pas un manque d'argent, mais un manque de volonté politique qui empêche l'amélioration des conditions désastreuses de logement dans lesquelles vivent des milliers de personnes. S'il en fallait une preuve supplémentaire : le cadeau récent de 2,3 milliards \$ fait à Chrysler pour éponger

sa dette. Cette somme correspond à peu près au montant annuel revendiqué par le FRAPRU au fédéral, pour le logement social. Malgré les beaux discours du premier ministre Trudeau et du ministre responsable de l'habitation, Jean-Yves Duclos, l'histoire se répète : les entreprises et les plus fortunés passent à la caisse, alors que les personnes mal-logées croupissent dans des conditions inacceptables.

Pendant ce temps, dans plusieurs quartiers et localités du Québec, comme on a pu le voir dans l'actualité récente, des locataires sont considérés indésirables par des propriétaires qui voient leurs logements et leurs quartiers comme une opportunité d'affaire. Un trop grand nombre de ménages locataires à faible revenu sont laissés à eux-mêmes, notre société n'ayant d'autres solutions à leur proposer que d'aller grossir les listes d'attente des habitations à loyer modique (HLM) et les gouvernements n'ayant développé que 700 nouveaux logements coopératifs ou sans but lucratif l'an dernier. Les données du 7^e *Dossier noir sur le logement et la pauvreté* publié cette année par le FRAPRU démontrent une fois de plus qu'il faut se préoccuper de toute urgence du sort de ces personnes dont plusieurs sont chassées de leurs milieux de vie. Dans ces conditions, une reconnaissance formelle du droit au logement, même si elle ne remplace pas le financement adéquat des politiques sociales, pourrait minimalement augmenter la pression en faveur de résultats concrets et nous assurer que le prochain changement de gouvernement ne sera pas l'occasion de reculer encore.

Du 2 au 29 septembre, le FRAPRU marche plus de 500 km

De villes en villages pour le droit au logement

Émilie E. Joly,
organisatrice communautaire au FRAPRU

Du 2 au 29 septembre, le FRAPRU a organisé une grande marche reliant Ottawa à Québec, un événement inédit dans ses 40 ans d'histoire. Le trajet n'était pas anodin : l'objectif était d'interpeller les gouvernements du Canada et du Québec pour les presser d'agir !

Les préparatifs de la marche ont été entamés dès l'adoption de cet événement d'envergure, au congrès du FRAPRU de juin 2017. Pendant plusieurs mois, le comité organisateur et ses sous-comités ont travaillé d'arrache-pied pour mettre en branle cet ambitieux mois de mobilisation. Le défi était de taille : mobiliser, faire connaître nos revendications, repérer des hébergements solidaires, cuisiner des repas santé,

trouver des organismes pouvant en offrir, et coordonner le transport des troupes provenant de plusieurs régions du Québec. Pour mener à bien cette aventure, nous avons pu compter sur l'appui politique et matériel de 9 organisations internationales, 46 regroupements nationaux et près de 600 organisations régionales et locales, de l'Abitibi à la Gaspésie ! Clairement, nous ne sommes pas seulEs à croire au droit au logement.

Tout au long du chemin : mobilisation et accueil

Au total, plus de 200 personnes différentes se sont inscrites, dès juin 2018, pour participer à un tronçon d'une journée, quelques jours, une semaine ou même la marche en entier, et ce, sans compter les centaines de personnes qui se sont jointes aux mobilisations régionales et nationales à Ottawa, Montréal, et Québec et aux mobilisations locales à Lachute, Laval, Châteauguay,



(Photo : Véronique Laflamme.)

Sorel, Lanaudière, Louiseville et Trois-Rivières.

Le 2 septembre, nous décollons ! Partant de la Colline parlementaire, plusieurs centaines de personnes ont traversé le pont Alexandra pour se rendre à Gatineau et dîner, sous la pluie battante, au Parc Jacques-Cartier. Mais comme nous l'avons vu pendant la marche, la pluie n'allait pas nous arrêter !

De Gatineau à Cap-Rouge, nous avons traversé les régions de l'Outaouais, des Basses-Laurentides, de Laval, de Montréal, de la Montérégie, de Lanaudière, de la Mauricie et de la Capitale-Nationale. Partout sur notre chemin, nous avons été accueilliEs, hébergéEs et nourriEs par des organismes communautaires, des syndicats, des municipalités, des OSBL d'habitation, des paroisses, des écoles primaires et un CÉGEP.

Nous avons également organisé diverses activités locales, tout au long du mois, dont des journées thématiques avec nos alliés locaux et nationaux sur les enjeux de l'itinérance, du droit à une saine alimentation, de l'alphabétisation, du logement accessible, de la santé mentale, de l'accès au logement pour les familles, de l'insalubrité, des femmes, du droit au logement des personnes âgées et pour le droit à un revenu suffisant.

Le 29 septembre, à l'aube des élections générales et de la Journée mondiale de l'habitat, après 28 jours de marche, plus de 560 km traversés et des centaines d'ampoules aux pieds, nous sommes finalement arrivés à Québec. Près de 500 personnes se sont alors jointes aux marcheurs et marcheuses pour parcourir les derniers kilomètres entre les Plaines d'Abraham et l'Assemblée nationale où nous avons fait résonner les voix des mal-logés.

Le droit au logement rayonne partout à travers la province

En parallèle à cette grande virée pour le droit au logement, des comités logement et associations de locataires qui ne se trouvaient pas directement sur le trajet ont pu faire rayonner nos revendications à travers le projet *Lumière sur le droit au logement*, mené avec l'artiste Claude Majeau. À Rimouski, Rouyn-Noranda, Gatineau, Montréal, Longueuil, Saguenay, Trois-Rivières et Sherbrooke, la création de lanternes géantes mettant en scène les graves problèmes de logement vécus par les locataires et leurs impacts a permis à plusieurs dizaines de militantEs d'utiliser leur créativité pour revendiquer plus de logement social.

Et maintenant ?

La marche *De villes en villages pour le droit au logement* a permis de nouer des alliances et construire de nouvelles solidarités pour continuer la lutte, car – malheureusement – celle-ci n'est pas terminée. Face à un nouveau gouvernement au Québec et au sur-place libéral à Ottawa, la mobilisation est des plus essentielles pour améliorer la situation des mal-logés. Ensemble, continuons d'avancer !



Lanterne du projet Lumière sur le droit au logement, réalisée par des militants et militantes du Comité logement de Trois-Rivières (photo : Céline Magontier).

Témoignage

La grande marche Ottawa-Québec !

Jean-Pierre East, militant au Comité BAILS d'Hochelaga-Maisonneuve (Montréal)

Je dois dire que j'étais un peu hésitant ! Les grandes chaleurs que l'on a en été et la vie du groupe sur une longue période m'ont fait hésiter. J'ai d'abord fait la première journée à partir d'Ottawa pour revenir en voiture à Montréal le soir venu. Il y a eu de la pluie une bonne partie de la journée de marche et pour le retour, il tombait des clous ! De retour à Montréal, j'ai vu les photos au jour le jour des marcheurs et marcheuses et je me suis dit : « Merde... j'aurais donc dû ! ». Le 13 septembre, j'ai accompagné la marche lors de la traversée de Montréal, c'est là que j'ai eu des ampoules qui m'ont suivi pour le reste du voyage. Le 14 septembre, je rejoignais la marche de façon permanente lors du départ du CEDA.

La chaleur était épouvantable mais somme toute moins pire que celle de la ville, au moins il y avait du vent et la vie du groupe s'avéra être fantastique. Marcher ne m'inquiétait pas trop, on prend ça au jour le jour et un pas à la fois. S'agit de s'occuper l'esprit et faire connaissance et discuter avec les autres de tout et de rien et admirer le paysage qui change de la ville. Je suis arrivé à Québec avec un sentiment partagé entre la tristesse et la joie, tristesse que ce soit fini et joie d'avoir réussi ! Quelques mots me viennent à l'esprit en pensant au groupe : Ténacité, solidarité, entraide et respect.

Nous marchions pour le droit au logement, le droit d'avoir un toit, le droit à la sécurité d'un chez soi. Nous marchions pour toutes les personnes qui dorment dans la rue. Nous marchions contre l'injustice qui règne ici où le gouvernement donne des milliards aux compagnies qui votent des augmentations royales à leurs dirigeants qui ne les méritent pas. Nous marchions pour plus de logement social pour contrecarrer la spéculation immobilière qui a libre cours. Nous marchions et nous marcherons !

Témoignage

Nous avons marché pour le droit au logement et nous marcherons encore !

Patricia Viannay, organisatrice communautaire au POPIR-Comité logement (Sud-ouest de Montréal)

Ce témoignage est un extrait d'un texte publié dans la revue À Bâbord de décembre.

La Marche a été un moment exceptionnel de solidarité, l'opportunité de renforcer mes convictions et un exercice de persévérance: tous les ingrédients d'une lutte que le mouvement mène sans relâche depuis 40 ans.

La journée d'une marcheuse était longue puisqu'il fallait souvent se lever vers 6 heures du matin, préparer notre déjeuner, faire le ménage, ranger nos affaires personnelles ainsi que les affaires du groupe dans le camion. Il fallait ensuite enfilez les kilomètres, préparer le dîner, marcher à nouveau, préparer le souper, prendre une douche quand il y en avait (!). Chaque soir, nous, tenions une Assemblée des marcheuses et marcheurs et nous arrivions vite à notre couvre-feu de 22 heures.

La journée d'une marcheuse était physiquement éprouvante. Nous marchions en moyenne 20 kilomètres par jour, parfois jusqu'à 28. Nous sommes partis avec l'été à Ottawa et avons fini avec l'automne à Québec. La fatigue et la vie de groupe ont parfois mis notre patience à rude épreuve.

Mais nous savions que nous marchions pour la bonne cause. Tout le monde avait vécu au moins une histoire dramatique de logement et plusieurs d'entre nous savions qu'il y a une solution grâce au logement social. Entendre la dignité, la santé, la stabilité, l'espoir retrouvés grâce au logement social nous donnait le goût de repartir chaque matin.

Finalement, il y avait ces «moments de grâce» comme les appelaient une marcheuse: ces moments où on se sentait en famille, on riait autour d'un feu, une personne se livrait, se racontait, on improvisait et on chantait en cœur, on jouait aux quilles à 9 h du matin, on partageait nos lectures, nos réflexions, on se perdait puis retrouvait notre chemin dans le champ de maïs, on jouait au loup-garou, etc.

Il y aurait tant à raconter sur l'expérience. Mais je crois que la marche ne fait que commencer. Nous avons montré la force, le courage, la résilience, la légitimité de notre mouvement. Nous avons sensibilisé, nous avons créé et renforcé des liens. Nous avons vu sur notre chemin beaucoup de richesse qu'il faut partager parce que nous avons aussi vu les communautés qui n'en ont pas assez et qui manquent cruellement de logements sociaux. Le logement n'est toujours pas un droit mais nous marcherons, tant qu'il le faudra !



Quelques minutes de repos sur le traversier, entre Sorel et St-Ignace-de-Loyola, le 19 septembre 2018 (photo : Véronique Laflamme).

Témoignage

De villes en villages pour le logement social

Nancy Lévesque, citoyenne de Sherbrooke et militante pour la justice sociale

Mon périple de 11 jours s'est tenu du 2 au 13 septembre, durant lequel environ 210 km ont été parcourus, reliant ainsi Ottawa à Montréal, pour inciter les gouvernements à respecter leurs engagements vis-à-vis le logement social.

Je dois vous avouer que je suis rentrée chez-moi à contrecœur. J'aurais bien aimé continuer à marcher, car ce fut une expérience unique, belle et riche. Évidemment, il y avait des périodes de hauts et de bas et... des ampoules aux pieds, rappelant ainsi que rien ne se fait sans une part de souffrance et d'efforts. Mais la force du groupe et les liens qui se tissent entre marcheurs et marcheuses rendent l'expérience et le partage d'expériences plus faciles. Je dois aussi en profiter pour souligner l'accueil fait par les différents villages et leurs communautés. Un témoignage vivant de leur solidarité.

Dans un premier temps, cette aventure est venue répondre à des interrogations que j'avais. D'abord sur mes capacités physiques à entreprendre un tel voyage. Ensuite, je voulais aussi expérimenter le groupe, le «vivre ensemble» en proximité. L'expérience d'assemblée démocratique à la manière du FRAPRU, le partage des tâches, le soutien entre marcheurs et marcheuses et les soirées en dortoirs. Néanmoins, ceci a aussi contribué à travailler ma tolérance, la confiance en les autres et le lâcher-prise.

Ensuite, côté personnel, j'ai appris à mieux me connaître: des beaux côtés et des côtés à travailler. Également, le contact et les partages avec les autres m'ont fait un grand bien. Ils m'ont permis d'évoluer dans mon cheminement.

Enfin... Revenir à soi pour être en mesure de mieux revenir vers les autres. Expérimenter... je ne le dirai jamais assez. Les expériences les plus diverses nous forment et nous révèlent à nous-même. Pour moi, ce fut une expérience qui me relie à ma vraie nature, en cohérence avec mes valeurs et qui m'a permis de m'entourer de gens dont les préoccupations sociales ou personnelles sont similaires aux miennes.

Témoignage

Pour une société inclusive, solidaire et égalitaire

Julie Parent, intervenante communautaire en logement à l'organisme Mon Chez Nous, à Gatineau, depuis 14 ans

Je me suis inscrite à la grande marche *De villes en villages pour le droit au logement* parce que je crois que tout humain a le droit d'être logé dans un milieu de vie sécuritaire, adapté, salubre et à un prix abordable. Je constate malheureusement que la demande de logements à prix modique est grandissante, pas juste en Outaouais, mais bien à la grandeur du Québec. Je me suis lancée dans cette aventure ne sachant pas si physiquement et psychologiquement je me rendrais jusqu'au bout; je me sous-estimais !

À chaque jour, je marchais en pensant aux personnes fragilisées, aux locataires hébergés de MCN que j'affectionne énormément et qui aujourd'hui vivent dans un endroit qui respecte leur intégrité. Je me disais : «Continue, Julie, il faut porter leur voix jusqu'à Québec, trop de personnes attendent pour être logées.» La solidarité du groupe de marcheurs et marcheuses, l'encouragement et le soutien des uns envers les autres ont été extraordinaires. Les personnes rencontrées sur notre chemin, l'accueil et les partages furent tellement touchants et enrichissants. Ce fut pour moi un cheminement intérieur, une introspection de mes valeurs, de mes choix de vie... en gros, un bon ménage d'automne.

Je suis persuadée que les efforts, les kilomètres parcourus et la poursuite de nos batailles pour le logement social porteront leurs fruits. Il est clair, que nous avons encore du travail à faire mais j'ose rêver à un vent de changement. Merci au FRAPRU d'avoir fait de cet événement, une expérience de vie qui me suivra longtemps. Ça me motive à m'impliquer encore plus dans ma communauté et à créer petit pas à petit pas un changement de société pour une société inclusive, solidaire et égalitaire entre les humains !

TOUJOURS AU FRONT

Publié par le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), un regroupement national pour le droit au logement composé de quelque 165 organismes des différentes régions du Québec, dont une trentaine qui sont au cœur de ses actions et de sa vie démocratique.

Pour nous rejoindre:

Téléphone: (514) 522-1010

Courrier électronique: frapru@frapru.qc.ca

Visitez notre site web:

www.frapru.qc.ca

Suivez-nous

Sur Facebook: www.facebook.com/frapru.logement

Sur Twitter: @FRAPRU



Déclaration des marcheurs et marcheuses

Élaborée par des militants et militantes du FRAPRU qui ont pris part à la Marche

Québec, le 29 septembre 2018

Nous avons marché sur des territoires autochtones non-cédés.

Nous sommes des locataires.

Nous sommes des familles.

Nous sommes des personnes seules.

Nous sommes des aînésEs.

Nous sommes des personnes en situation de handicap.

Nous sommes des personnes migrantes.

Nous sommes des personnes racisées.

Nous sommes des personnes sans statut.

Nous sommes mal-nourriEs.

Nous sommes des personnes en situation de pauvreté.

Nous sommes des personnes analphabètes.

Nous sommes des personnes itinérantes.

Nous sommes des femmes.

Nous sommes des personnes travailleuses.

Nous sommes précaires ou sans-emploi.

Nous sommes des personnes étudiantes.

Nous sommes solidaires des conditions de logement des peuples autochtones.

Nous sommes enragésEs.

Nous sommes mal-logésEs.

Nous marchons :

- Pour porter la voix des excluEs et briser le silence des femmes qui vivent des violences dans leur logement, des personnes fragilisées et sans voix, pour nos enfants et pour nos parents ;
- Pour que toutes et tous retrouvent leur dignité dans un logement accessible, sain, salubre et sécuritaire ;
- Pour rendre visible dans l'espace public et politique les problèmes de pauvreté et de logement ;
- Pour la répartition de la richesse ;
- Pour que le logement ne soit plus une marchandise et pour lutter contre le capitalisme immobilier qui vide les quartiers populaires et les villages en faisant violence aux locataires ;
- Pour reconnaître les luttes passées, créer et consolider des alliances et montrer la force de l'entraide et de la solidarité ;
- Pour que le logement soit reconnu comme un droit universel ;
- Pour 50 000 logements sociaux dans les villes et villages.

Nous avons vu de la richesse, des condos et des châteaux, la privatisation du bord de l'eau et de l'espace public, l'étalement urbain, le manque de logements sociaux, des taudis, des maisons à vendre et des communautés déçimées.

Nous avons vu des milliers de camions et d'autos, mais si peu de piétons et de vélos.

Nous avons vu des politiciennes et politiciens prendre des photos et serrer des mains.

Nous avons vu Couillard et Lisée qui ont promis si peu et Legault qui nous a tourné le dos.

Nous avons vu de magnifiques logements sociaux, des HLM, des terrains à squatter, des communautés mobilisées pour un environnement sain, des municipalités et des organismes solidaires, convaincus de la justesse de notre lutte.

Nous avons vu le mouvement de milliers de locataires prêtEs à la lutte populaire.

Squattons les logements vacants et squattons le parlement!



Front d'action populaire
en réaménagement urbain

N° 136 • Automne 2018

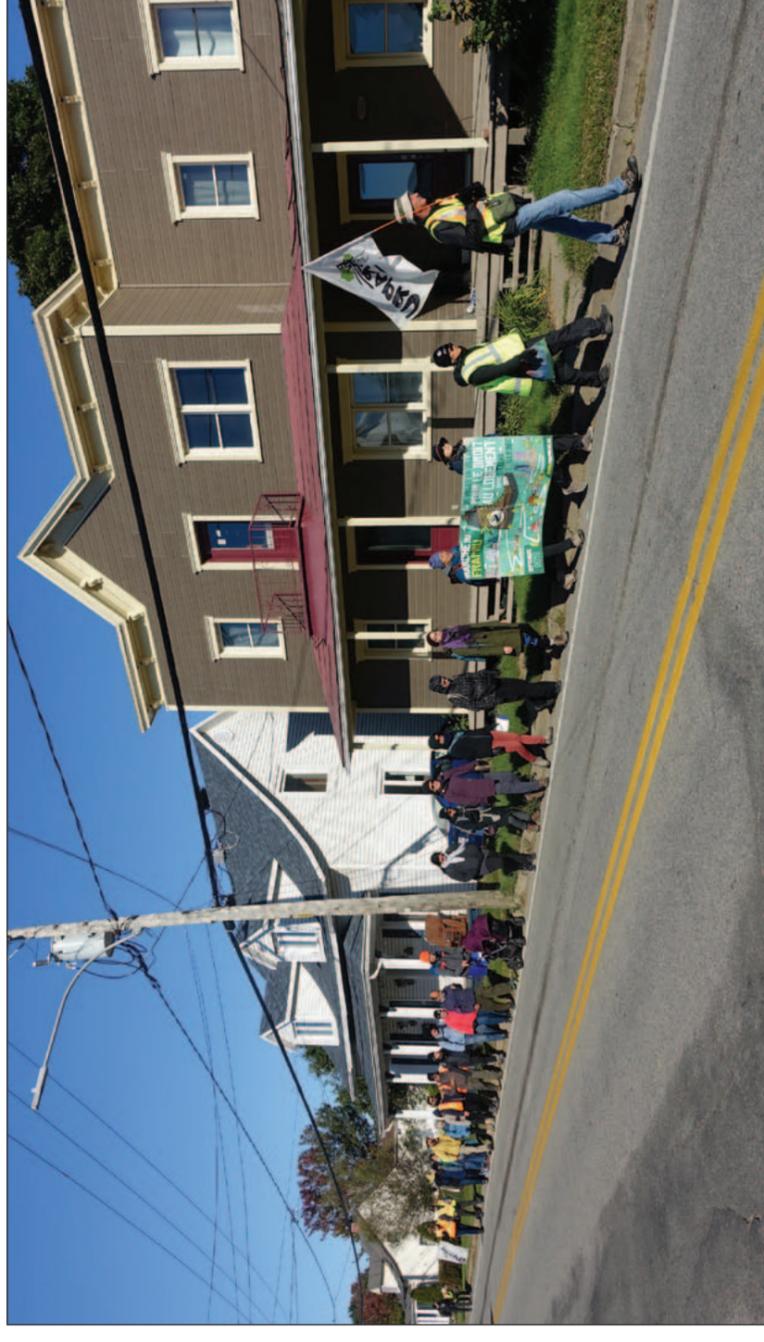
SPÉCIAL « MARCHÉ DU FRAPRU POUR LE DROIT AU LOGEMENT »

Les gouvernements nous font marcher

Un mouvement déterminé à obtenir le respect du droit au logement

Tout le mois de septembre 2018, des militantes et militants déterminés ont marché les 560 km reliant Ottawa à Québec. La marche *De villes en villages pour le droit au logement*, événement le plus ambitieux du FRAPRU en 40 ans d'existence, marquera assurément les mémoires. Cette grande marche de 28 jours visait à renforcer les solidarités, à mettre en lumière les graves dénis du droit au logement qui sévissent partout au Québec et à réclamer des engagements ambitieux de la part des gouvernements, afin d'y mettre un terme.

La grande marche s'insérait dans la campagne pluriannuelle « Le logement, un droit! », entreprise en 2014 pour réclamer la réalisation de 50 000 nouveaux logements sociaux au Québec, en 5 ans, et la préservation des logements sociaux réalisés, le tout dans l'esprit de la reconnaissance formelle du droit au logement, tel qu'énoncé dans le Pacte international sur les droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC).



Sur la route, à Champlain, en Mauricie, le 24 septembre 2018 (photo : Typhaine Leclerc-Sobry).